


LA MAJORITÉ MUNICIPALE

MRC, PRG ET PERSONNALITÉS LOCALES


Service public : notre patrimoine commun

 Le gouvernement prévoit de réformer la SNCF de façon violente et sans précédent. Le projet est logique : libéraliser ce qui fonctionne dans le pays et ce qui permet à ceux qui n'ont pas de patrimoine de bénéficier d'un service assuré par l'État. Alors que les hôpitaux, les écoles, les transports, les forces armées, ces services à la population qui constituent le poumon du service public français, vivent au quotidien sous la pression du désengagement de l'État, la solution ne peut pas être davantage de libéralisme. Le mécanisme est le même que sous les précédents quinquennats. La volonté est nationale, les conséquences sont locales. Dans les communes, cela se traduit par moins de présence et donc une disponibilité réduite. Ce sont ceux qui ont le moins qui en pâtiront encore. La mobilisation a commencé fin mars, elle doit se poursuivre pour défendre le service public qui est notre bien commun. Il ne s'agit pas de savoir qui serait « privilégié » ou pas, mais bien de réaffirmer ce qui fait l'idéal républicain.

Estéban Piard

SOCIALISTES


Étourdissant ballet de la réforme perpétuelle

 Le refrain est connu : tout va mal en France, ce pays impossible à réformer. À défaut d'avoir un véritable projet pour la France, le gouvernement à donc décidé d'adopter une posture. Celle de la réforme permanente. Cette posture a au moins un mérite : elle évite de se projeter à long terme et donne l'impression, en brassant du vent, de s'activer. On réforme donc, ce qui va bien comme ce qui va moins bien. Dans le désordre d'un inventaire à la Prévert : le code du travail, la feuille de paie, les limitations de vitesse, le baccalauréat, l'ISF, la formation professionnelle, la SNCF ... le mot d'ordre court dans tous les ministères : allez vite, courez les plateaux de télé, racontez partout que nous sommes au travail, utilisez les éléments de langage préparés. C'est peu dire que ce ballet ébouriffant nous laisse pantois. Le nouveau monde nous apparaît enfin et ... c'est l'ère du vide. Un vide qu'il sera impératif pour les socialistes de combler, avec humilité, dans l'avenir.

Laurent Girier

COMMUNISTES ET CITOYENS


Malveillance au sommet de l'État

 Suppression de classes, baisse des APL, fin des contrats aidés, hôpitaux asphyxiés, nos aînés maltraités dans les EPHAD, retraités appauvris qui ont pourtant contribué à la richesse du pays. La coupe est-elle pleine ? Non avec les privatisations à venir : SNCF, Aéroports De Paris et même...les barrages ! Chers concitoyens ce président élu avec réellement 18% de voix entraîne la majorité d'entre nous vers la précarisation et la relégation. Il vend notre bien commun et nos richesses nationales. Voulons-nous dans notre propre pays devenir des citoyens de seconde zone, et accepter que seuls les plus riches aient droit à une vie décente et confortable ? Décès de personnes âgées oubliées aux urgences après des heures d'attente, suicide de personnel hospitalier, disparition de nos classes d'écoles, cheminots rendus responsables de la dette de la SNCF. Pour qui nous prennent-ils, des incapables à comprendre la captation de nos richesses par une minorité ? Ensemble, mobilisons nous !

Groupe Communistes et Citoyens
Communistescitoyenskb@gmail.com

UNION DES DÉMOCRATES ET DES ÉCOLOGISTES

Pour un référendum sur la réforme des institutions

 « La constitution est un acte de souveraineté. C'est au sein d'un Etat démocratique, la règle qu'un peuple se donne à lui-même ». Dans le titre premier de la constitution française, l'article 3 dispose : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum ». La Constitution du 4 octobre 1958, texte fondateur de notre république fut adoptée par référendum. Lorsqu'il a présenté sa réforme des institutions, le président de la république, Emmanuel Macron avait annoncé « Si cela est nécessaire, je recourrai au vote de nos concitoyens par voie de référendum ». A l'UDE nous pensons que cette nécessaire réforme doit légitimement être validée par un référendum afin que nos concitoyennes et concitoyens puissent s'emparer de ce débat essentiel et y intervenir directement. Pour ces raisons nous demandons au Président de la République d'organiser un référendum sur la réforme de nos institutions.

Bernard CHAPPELLIER
Maire-adjoint
Président de l'UDE 94
Signez la pétition sur change.org

LES OPPOSITIONS

GROUPE MODEM ET CENTRISTES

Pour une diversification des commerces.

Le Kremlin-Bicêtre a été en son temps aussi connu pour son Hôpital que pour son « marché aux puces ». Le projet de développement voulu et mis en œuvre par la majorité municipale fait craindre, à juste titre, de nombreux Kremlinois un retour en arrière de son commerce local.

La requalification de la N7 engendrait, dans les discours du Maire, un renouveau, une dynamique économique dans un environnement propice favorisant la diversité et la qualité. La diversité est très présente dans des secteurs tels que la restauration rapide et la fripe au détriment des librairies, des traiteurs, des meubles etc.

À quand une ville agréable avec des commerces de qualité ? Okabé était la locomotive pour entraîner la transformation ! celle-ci à de nombreux ratés car le résultat contredit la beauté des paroles d'antan...

Monsieur le Maire, stop aux discours enjôleurs que votre majorité municipale s'obstine à tenir ! Revenez aux réalités des attentes des Kremlinois !

Le groupe MoDem et centristes : Saïd HASSANI,
Nadia CHIBOUB, Bernard AUBAGUE
sectionmodemkb@gmail.com

GROUPE "DIVERS DROITE OPPOSITION MUNICIPALE AU KREMLIN-BICÊTRE"

Stop à la saleté au K.B.

La saleté et les détritiques sont devenus un problème criant au Kremlin Bicêtre : les emballages alimentaires vides, les canettes de bière, bouteilles de sodas, les crottes de chiens, les crachats etc. Toutes sortes de détritiques jonchent chaque jour nos rues et nos espaces « verts », et ce malgré l'intervention des services de nettoyage de la ville.

Cela nuit à la qualité de vie de tous les habitants de notre cité et nous empêche de profiter sereinement de notre espace commun. Il est nécessaire de lutter contre les mauvaises habitudes et les comportements de certains individus.

Dans sa ville, le Maire doit faire respecter le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique. Nous demandons à la municipalité de renforcer la présence policière municipale au Kremlin Bicêtre afin de permettre de lutter contre la salubrité publique, face à l'incivisme qui devient monnaie courante.

Le Groupe Divers Droite Opposition Municipale
Léa Morgant, Rose-Marie Loembé, Colette Khabbaz, Pascal Reisser et Arnaud Weber-Guillouet, Conseillers Municipaux.
Contact : oppositionkb2@gmail.com